



Commune
de
Maussane les Alpilles

ARRÊTÉ 2023/007

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC. Entre le 16 et le 20 janvier 2023. Sarl Ets Frédéric Sautel représentée par Monsieur Frédéric SAUTEL. Installation d'un échafaudage et élévateur au niveau du 1D rue Simon Barbier, au droit de la propriété de Monsieur KELLER.

Le Maire de Maussane les Alpilles,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2212-1, L2212-2, L2212-5 et L2213-1,
- Vu le Code de la Route et notamment ses articles R411-21-1 et R411-25,
- Vu l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'ensemble des arrêtés municipaux portant réglementation de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Commune,
- Vu la demande présentée par la Sarl Ets Frédéric SAUTEL représentée par Monsieur Frédéric SAUTEL, sollicitant l'autorisation d'installer un échafaudage et un élévateur, pour des travaux de réfection de toiture à l'identique,
- **Considérant** qu'il y a lieu de garantir la sécurité publique pendant la durée des travaux,

A R R Ê T É

Article 1^{er} : La Sarl Ets Frédéric SAUTEL représentée par Monsieur Frédéric SAUTEL est autorisée à installer un échafaudage et un élévateur, pour les travaux de réfection de toiture à l'identique de l'immeuble sis 1D rue Simon Barbier, au droit de la propriété de Monsieur KELLER, sur la portion nécessaire aux travaux, entre le 16 et le 20 janvier 2023.

Article 2 : Dans le cadre des travaux visés article 1^{er}, la circulation sera interdite au 1D rue Simon Barbier, au droit de la propriété de Monsieur KELLER, sur la portion nécessaire aux travaux, entre le 16 et le 20 janvier 2023. **Le permissionnaire devra avertir les riverains de cette voie et leur permettre d'accéder chez eux.**

Article 3 : La présente autorisation est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions suivantes :

- 1°) L'installation devra comporter un passage piéton protégé des projections et chutes de matériaux sous l'échafaudage de deux mètres de hauteur.
- 2°) L'installation devra comporter sur toute la hauteur un dispositif de protection pour éviter les projections sur la voie publique.

3°) L'installation ne devra pas dépasser les dimensions suivantes :

Hauteur : 8m, Longueur : 18 m, largeur : 1,20m.

4°) L'installation devra être posée de façon à ne pas entraver le libre écoulement des eaux, l'accès aux installations de sécurité ou de protection civile, ainsi que le passage des piétons.

5°) L'installation devra être signalée de jour comme de nuit.

6°) Les permissionnaires ont la charge et la responsabilité de la signalisation de l'installation. Ils sont également responsables des accidents pouvant survenir du fait de son installation.

Article 4 : Les permissionnaires devront acquitter la taxe d'occupation du domaine public dont les tarifs ont été fixés comme suit : 1^{er} mois d'occupation gratuit, 2^{ème} et 3^{ème} mois : 183.10 euros par mois, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} mois : 365.90 par mois, en cas de non-respect du délai de 6 mois, astreinte de 57.20 euros par jour.

Article 5 : Les permissionnaires devront prendre toute disposition utile afin d'éviter toute nuisance aux riverains à cause de la poussière et des projections de gravats.

Article 6 : Dès l'achèvement des travaux, les permissionnaires devront enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés, et rétablir à leurs frais, après avis donné 3 jours à l'avance à la Mairie, la voie publique et ses dépendances dans leur état initial. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement.

Article 7 : Les permissionnaires supporteront sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence de travaux effectués par l'administration à l'intérieur de la voie.

Article 8 : La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à tout moment, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non respect par les permissionnaires des conditions énoncées aux articles ci-dessus.

Article 9 : Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, les permissionnaires pourront être poursuivis pour contraventions de voirie, s'ils ne se conforment pas aux prescriptions imposées.

Article 10 : La Police Municipale de Maussane les Alpilles et Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 11 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de la Vallée des Baux,
- La Police Municipale de Maussane les Alpilles,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,
- La Sarl Ets Frédéric SAUTEL représentée par Monsieur Frédéric SAUTEL

Maussane les Alpilles le 12 janvier 2023.

Le Maire,

Publication site internet mairie le : 13/01/2023

Jean-Christophe CARRE



Délai et voie de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (31, rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 2) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.